



**PRÉFET  
DE LA HAUTE-  
SAÔNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement  
de l'Aménagement et du Logement  
Bourgogne-Franche-Comté**

**Unité Inter-Départementale 25-70-90**

**ARRÊTÉ DREAL n° 70-2025-11-07-00003**

**EN DATE DU 7 NOV. 2025**

**portant modification de l'autorisation d'exploiter une installation d'impression de films  
plastiques par la société FUJI SEAL FRANCE SAS sur le territoire de la commune de  
Fougerolles-Saint-Valbert**

**Le préfet de la Haute-Saône  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Chevalier de l'Ordre national du Mérite**

**VU**

- la directive n° 2010/75/UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles ;
- la décision d'exécution (UE) 2020/2009 de la commission du 22 juin 2020 (publiée au JOUE du 9 décembre 2020) établissant les meilleures techniques disponibles (MTD), au titre de la directive 2010/75/UE du parlement européen et du conseil relative aux émissions industrielles, pour le traitement de surface à l'aide de solvants organiques, y compris pour la préservation du bois et des produits dérivés du bois au moyen de produits chimiques ;
- le code de l'environnement, notamment ses articles L. 181-14, R. 181-45, et R. 515-58 à 84 ;
- le décret du 23 juillet 2025 nommant M. Serge JACOB, préfet de la Haute-Saône ;
- le décret du 24 avril 2024 nommant Mme Annick PÂQUET, secrétaire générale de la préfecture de la Haute-Saône ;
- l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié, relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- l'arrêté ministériel du 3 février 2022 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations classées du secteur du traitement de surface à l'aide de solvants organiques relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3670 ou 3710 (pour lesquelles la charge polluante principale provient d'une ou plusieurs installations relevant de la rubrique 3670) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- l'arrêté préfectoral DRIRE/I/2005 n°2996 du 16 novembre 2005 autorisant la SAS FUJI BURIOT à exploiter une extension de ses bâtiments industriels et à augmenter sa capacité de production pour son installation sise sur le territoire de la commune de Fougerolles ;

- l'arrêté préfectoral DREAL/I/2018 n° 70-2018-03-08-003 du 3 mars 2018 mettant à jour les rubriques de classement et prescrivant la constitution de garanties financières à la SAS FUJI SEAL FRANCE à Fougerolles, en application de l'article R.516-1 du Code de l'environnement ;
- l'arrêté préfectoral n° 70-2025-09-01-00001 du 1er septembre 2025 portant délégation de signature à Mme Annick PÂQUET, secrétaire générale de la préfecture de la Haute-Saône ;
- le dossier de réexamen, ainsi que le rapport de base, remis par l'exploitant en date du 7 février 2022, et complété le 5 juin 2024, le 25 septembre 2024 et le 18 avril 2025 ;
- le rapport du 21 octobre 2025 et les propositions de l'inspection des installations classées ;
- le projet d'arrêté porté le 6 octobre 2025 à la connaissance de l'exploitant ;
- la réponse de l'exploitant en date du 17 octobre 2025 indiquant l'absence d'observation sur le projet d'arrêté ;

## CONSIDÉRANT

- que l'article R. 515-58 du Code de l'environnement dispose que : « Sans préjudice des dispositions de la section 1 du chapitre II du présent titre, notamment du dernier alinéa de l'article L. 181-1, les dispositions de la présente section sont applicables aux installations relevant des rubriques 3000 à 3999 dans la colonne A du tableau annexé à l'article R. 511-9 constituant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, ainsi qu'aux installations ou équipements s'y rapportant directement, exploités sur le même site, liés techniquement à ces installations et susceptibles d'avoir des incidences sur les émissions et la pollution » ;
- que les installations exploitées par la société FUJI SEAL FRANCE SAS sont soumises au régime de l'autorisation au titre de la rubrique 3670-1 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- que l'article R. 515-70 du Code de l'environnement dispose que les prescriptions dont sont assortis les arrêtés d'autorisation des installations ou équipements visés à l'article R. 515-58, sont réexaminées au regard des meilleures techniques disponibles, et en tenant compte, le cas échéant, des arrêtés pris en application de l'article L. 512-5, et qu'elles sont, au besoin, actualisées pour assurer notamment leur conformité aux articles R. 515-67 et R. 515-68 ;
- que les meilleures techniques disponibles et les niveaux d'émissions associés aux meilleures techniques disponibles figurant dans l'arrêté ministériel du 3 février 2022 susvisé sont directement applicables à l'exploitant à compter du 9 décembre 2024 ;
- qu'il convient toutefois de revoir et de mettre à jour les valeurs limites des rejets atmosphériques du site par voie d'arrêté préfectoral suite à l'évolution de la réglementation applicable, et tout particulièrement suite à la publication des conclusions MTD relatives au secteur du traitement de surface à l'aide de solvants organiques ;
- que le chapitre 3.11.1.1 de l'annexe à l'arrêté du 3 février 2022 dispose que, en lieu et place des émissions totales annuelles, l'exploitant peut choisir de respecter simultanément les valeurs limites des émissions diffuses et des émissions de composés organiques volatils (COV) dans les gaz résiduels ;

- que l'exploitant a indiqué, dans son dossier de réexamen, choisir de respecter simultanément les valeurs limites des émissions diffuses et des émissions de COV dans les gaz résiduels ;
- que la liste des installations relevant de la nomenclature des ICPE doit être actualisée ;
- que l'article R. 515-60 dispose que l'arrêté d'autorisation fixe au minimum :
  - « e) Des prescriptions garantissant la protection du sol et des eaux souterraines, concernant notamment les moyens nécessaires à l'entretien et à la surveillance périodique des mesures prises afin de garantir cette protection ;
  - f) S'agissant des substances ou mélanges visés au 3° du I de l'article R. 515-59, des prescriptions concernant la surveillance périodique du sol et des eaux souterraines définissant notamment la fréquence de cette surveillance. Cette dernière est d'au moins une fois tous les cinq ans pour les eaux souterraines et d'au moins une fois tous les dix ans pour le sol, à moins que cette surveillance ne soit fondée sur une évaluation systématique du risque de pollution ;
  - g) Les mesures relatives aux conditions d'exploitation lors de l'arrêt définitif de l'installation et l'état dans lequel doit être remis le site lors de cet arrêt définitif dans le respect des articles L. 512-6-1 et L. 515-30. » ;
- que les obligations de garanties financières prévues pour les installations relevant du 5° de l'article R. 516-1 ont été abrogées ;
- que l'arrêté préfectoral du 3 mars 2018 susvisé comporte des erreurs matérielles concernant les quantités autorisées pour les rubriques 3670 et 2450 de la nomenclature des ICPE ;
- que l'exploitant a transmis par courriels en date du 18 avril 2025 et du 8 septembre 2025 une proposition de modification des quantités autorisées pour les rubriques 3670 et 2450, et que les quantités proposées sont inférieures aux valeurs figurant dans le dossier d'autorisation de l'exploitant ayant conduit à la signature de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 16 novembre 2005 susvisé ;
- que l'exploitant a supprimé des chaudières relevant de la rubrique 2910 de la nomenclature des ICPE ;
- que les conditions rendant obligatoire une consultation du CODERST (prévues à l'article R. 181-45 du Code de l'Environnement) ne sont pas remplies, et que dès lors une telle consultation n'a pas été menée ;
- que les conditions rendant obligatoire une consultation du public et des communes (prévues à l'article L. 515-29-I du Code de l'Environnement) ne sont pas remplies, et que dès lors une telle consultation n'a pas été menée ;
- qu'il y a lieu, dans ces conditions, de faire application des dispositions de l'article R.181-45 du Code de l'environnement ;

**SUR** proposition de la Secrétaire Générale de la Préfecture ;

## **ARRÊTE**

### **ARTICLE 1 – OBJET**

La société FUJI SEAL FRANCE SAS, qui est autorisée à exploiter une installation d'impression de films plastiques sur le territoire de la commune de Fougerolles-Saint-Valbert est tenue de respecter, suite au réexamen de ses conditions d'exploitation



découlant de la publication des conclusions sur les meilleures techniques disponibles pour le secteur du traitement de surface à l'aide de solvants organiques, les dispositions figurant dans les articles suivants.

## ARTICLE 2 – LISTE DES INSTALLATIONS CLASSÉES

L'article 1.2.1. de l'arrêté préfectoral du 16 novembre 2005 susvisé est remplacé par les dispositions suivantes :

« article 1.2.1 Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature ICPE »

Désignation de l'activité	Rubrique ICPE actuelle	Régime	Nature et volume des activités
Traitement de surface de matières, d'objets ou de produits à l'aide de solvants organiques, notamment pour les opérations d'apprêt, d'impression, de couchage, de dégraissage, d'imperméabilisation, de collage, de peinture, de nettoyage ou d'imprégnation, avec une capacité de consommation de solvant organique supérieure à 150 kg/h	3670.1	A	Impression par héliogravure Capacité de consommation de solvants (revêtement et nettoyage) : 248 kg/h
Imprimeries ou ateliers de reproduction graphique sur tout support tel que métal, papier, carton, matières plastiques, textiles, etc. utilisant une forme imprimante : A. Offset utilisant des rotatives à séchage thermique, héliogravure, flexographie et opérations connexes aux procédés d'impression quels qu'ils soient comme la fabrication de complexes par contrecollage ou le vernissage si la quantité totale de produits consommée pour revêtir le support est : a) supérieure à 200 kg/j	2450.A.a	A	2 lignes d'impression par héliogravure Consommation maximale de produits de revêtement : 4 000 kg/j
Installations et activités utilisant des solvants organiques mentionnées à l'annexe VII de la directive 2010/75/UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles (prévention et réduction intégrées de la pollution) 3. a) Autres unités d'héliogravures,	1978 3. a)	D	Impression par héliogravure Consommation de solvants (revêtement et nettoyage) : 700 t/an

flexographie, impression sérigraphique en rotative, contrecollage ou vernissage, lorsque la consommation de solvant (1) est supérieure à 15 t/ an			
Stockage de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques). Le volume susceptible d'être stocké étant : 2. Supérieur ou égal à 100 m <sup>3</sup> mais inférieur à 1 000 m <sup>3</sup>	2662.2	D	Stockage de 957 m <sup>3</sup> (matières premières, produits finis, déchets de plastiques)
Combustion A. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a) ou au b) i) ou au b) iv) de la définition de la biomasse, des produits connexes de scierie et des chutes du travail mécanique de bois brut relevant du b) v) de la définition de la biomasse, de la biomasse issue de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, ou du biogaz provenant d'installations classées sous la rubrique 2781-1, si la puissance thermique nominale totale de l'installation de combustion (*) est : 2. Supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 20 MW	2910.A.2	DC	Chaudière n°1, n°4 et n°5 Puissance totale de 2,65 MW  La chaudière n°3 et la chaudière n°6 sont non raccordables et non classées au titre des ICPE (puissance unitaire < 1 MW.)
Procédés de chauffage utilisant comme fluide caloporteur des corps organiques combustibles : 2. Lorsque la température d'utilisation est inférieure au point éclair des fluides, si la quantité totale de fluides présente dans l'installation (mesurée à 25 °C) est supérieure à 250 l	2915.2	D	Chaufferie utilisant 5 000 litres de fluide caloporteur
Liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3 à l'exclusion de la rubrique 4330. La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les	4331.3	DC	Stockage de 97 t (encres et solvants)

cavités souterraines étant : 3. Supérieure ou égale à 50 t mais inférieure à 100 t			
--	--	--	--

A : autorisation ; E : enregistrement ; D : déclaration ; DC : déclaration avec contrôle.

Au sens de l'article R. 515-61, la rubrique principale est la rubrique 3670.1 et les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale sont celles disponibles pour le traitement de surface à l'aide de solvants organiques, y compris pour la préservation du bois et des produits dérivés du bois au moyen de produits chimiques (conclusions issues du document BREF « STS »).

### ARTICLE 3 – MODIFICATION DES PRESCRIPTIONS CONCERNANT LES REJETS ATMOSPHÉRIQUES

Les dispositions concernant les caractéristiques des conduits, et les valeurs limites d'émission sont modifiées selon les dispositions ci-dessous :

I. L'article 3.2.2. de l'arrêté préfectoral du 16 novembre 2005 est remplacé par les dispositions suivantes :

« article 3.2.2 Conditions générales de rejet »

Les rejets des lignes d'impression par héliogravure, de la machine à laver, et de l'unité de distillation sont traitées par un oxydateur thermique régénératif. Les émissions traitées sont rejetées par une cheminée ayant les caractéristiques suivantes :

	Installations raccordées	Hauteur e	Diamètre	Débit nominal	Vitesse d'éjection minimale en marche continue maximale
Conduit n°1	Oxydateur thermique régénératif	15 m	1,25 m	60 000 m <sup>3</sup> /h (45 000 Nm <sup>3</sup> /h à 90°C)	8 m/s

II. L'article 3.2.3. de l'arrêté préfectoral du 16 novembre 2005 est remplacé par les dispositions suivantes :

« article 3.2.3 Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques »

Les rejets de l'oxydateur thermique régénératif doivent respecter les valeurs limites en concentration suivante, les volumes des gaz étant rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascal) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) :

Paramètres	Concentration en mg/Nm <sup>3</sup>
Composés organiques volatils totaux (COVT)	20
Oxydes d'azote (NOx)	100
Monoxyde de carbone (CO)	100

III. L'article 3.2.4. de l'arrêté préfectoral du 16 novembre 2005 est remplacé par les dispositions suivantes :

« article 3.2.4 Quantités maximales rejetées »

Les émissions canalisées annuelles de COV calculées d'après le plan de gestion des solvants ne doivent pas dépasser 19 tonnes.

Les émissions diffuses annuelles de COV calculées d'après le plan de gestion des solvants sont inférieures ou égales à 12 % de la quantité de solvants organiques utilisés.

L'exploitation de l'installation de préparation des encres s'effectuera dans des conditions limitant au maximum les émissions de COV. En particulier, les récipients devront être clos, notamment lors des phases de remplissage et de mélange.

L'utilisation de composés organiques volatils visés à l'annexe III de l'arrêté ministériel du 2 février 1998, de substances ou mélanges auxquels sont attribuées les mentions de danger H340, H350, H360D ou H360F en raison de leur teneur en COV, classés cancérigènes, mutagènes ou toxiques pour la reproduction et de composés organiques volatils halogénés auxquels sont attribuées les mentions de danger H341 ou H351 est interdite.

Seul le produit étiqueté H350i utilisé pour la réfection des cylindres dans un local du bâtiment 14bis, est autorisé sur le site pour une quantité maximale de stockage de 2 litres et une consommation maximale de 1 litre par an.

#### **ARTICLE 4 – CESSATION D'ACTIVITÉ / REMISE EN ÉTAT**

L'article 1.5.6 de l'arrêté préfectoral du 16 novembre 2005 susvisé est complété par les dispositions suivantes :

« En outre, les dispositions spécifiques du Code de l'Environnement en matière de mise à l'arrêt définitif des établissements relevant de la directive IED (art. R. 515-75) sont applicables à l'établissement, y compris si l'arrêt ne libère pas du terrain susceptible d'être affecté à un nouvel usage. »

#### **ARTICLE 5 – SURVEILLANCE DU SOL ET DES EAUX SOUTERRAINES**

Après l'article 8.2.2 de l'arrêté préfectoral du 16 novembre 2005 susvisé, il est inséré l'article 8.2.3 suivant :

« Article 8.2.3 : Surveillance du sol et des eaux souterraines

*L'exploitant prend toute disposition pour entretenir et surveiller à intervalles réguliers les mesures et moyens mis en œuvre afin de prévenir les émissions dans le sol et dans les eaux souterraines et tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justificatifs (procédures, compte rendu des opérations de maintenance, d'entretien des cuvettes de rétention, tuyauteries, conduits d'évacuations divers...)*

*Une surveillance périodique de la qualité des sols est effectuée au moins tous les dix ans et porte au minimum sur les substances identifiées dans le rapport de base.*

*Une surveillance périodique de la qualité des eaux souterraines est effectuée au moins tous les cinq ans et porte au minimum sur les substances identifiées dans le rapport de base.*

*Les prélèvements et analyses sont réalisés par un organisme agréé aux frais de l'exploitant. La surveillance du sol et des eaux souterraines est réalisée en adéquation avec les zones à risques identifiées dans le rapport de base.*



À l'issue de chaque campagne de prélèvements, l'exploitant procède à une interprétation des résultats obtenus portant sur l'évolution des résultats par rapport aux années précédentes.

L'exploitant informe l'inspection des installations classées en cas d'anomalie ou de pollution suite aux résultats des analyses précédemment cités. En cas d'anomalie détectée sur les résultats de mesures, l'exploitant propose un suivi renforcé et des mesures pour déterminer l'origine de la pollution et en réduire les effets. »

#### **ARTICLE 6 – DÉCHETS PRODUITS PAR L'ÉTABLISSEMENT**

L'article 5.1.7. de l'arrêté préfectoral du 16 novembre 2005 susvisé est remplacé par les dispositions suivantes :

« article 5.1.7 Déchets produits par l'établissement »

Les principaux déchets et sous-produits générés par le fonctionnement normal des installations sont limités aux quantités suivantes :

<b>Types</b>	<b>Production maximale mensuelle en tonnes</b>
<i>Déchets non dangereux</i> <ul style="list-style-type: none"> <li>• carton</li> <li>• papier</li> <li>• plastiques</li> <li>• métaux</li> </ul>	51
<i>Déchets dangereux</i> <ul style="list-style-type: none"> <li>• matériaux souillés</li> <li>• solvants et encres</li> <li>• boues de distillation</li> <li>• emballages vides souillés</li> </ul>	6

#### **ARTICLE 7 – ABROGATION**

L'article 1.2.3. de l'arrêté préfectoral du 16 novembre 2005 susvisé est abrogé.

L'arrêté préfectoral du 8 mars 2018 est abrogé.

#### **ARTICLE 8 – NOTIFICATION ET PUBLICITÉ**

Conformément aux dispositions de l'article R. 181-45 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le département où il a été délivré pendant une durée minimale de quatre mois.

Cet arrêté est affiché en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44.

Le présent arrêté est notifié à la société FUJI SEAL FRANCE S.A.S., dont le siège social est situé 77 Route de Luxeuil Les Bains 70 220 Fougerolles-Saint-Valbert.

#### **ARTICLE 9 – VOIES ET DÉLAIS DE RECOURS**

Conformément aux articles L. 181-17 et R. 181-50 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il ne peut être déféré qu'au Tribunal Administratif de Besançon :



- 1 Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où le présent acte leur a été notifié.
- 2 Par les tiers, intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter de la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° de l'article R. 181-44.

Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois, prolongeant de deux mois les délais mentionnés au 1° et 2°.

Le tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application « Télérecours citoyens » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

#### OBLIGATION DE NOTIFICATION DES RECOURS

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du code de l'environnement).

#### ARTICLE 10 – EXÉCUTION ET AMPLIATION

La secrétaire générale de la préfecture de la Haute-Saône, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne-Franche-Comté, le maire de Fougerolles-Saint-Valbert sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie leur sera également adressée.

Fait à Vesoul, le / 7 NOV. 2025

Pour le Préfet et par délégation,  
La Secrétaire Générale

Annick PÂQUET

